Monténégro : la délégation serbe quitte théâtralement la conférence de Podgorica

Description

La conférence intergouvernementale et interparlementaire Union européenne-Monténégro s'est tenue à Podgorica les 25 et 26 juin dans un contexte tendu après l'organisation, le 8 juin, d'une Assemblée panserbe à Belgrade au cours de laquelle a été contestée la légitimité de la résolution portant sur le génocide de Srebrenica votée par l'Assemblée générale de l'ONU le 23 mai.

Le sommet international a regroupé des délégations (comprenant notamment les ministres des Affaires étrangères et européennes et des parlementaires) conduites soit par le Premier ministre soit par le vice-président des pays conviés. La Serbie y était également représentée, ce qui aurait fait réagir certains représentants de la Bosnie-Herzégovine, d'Albanie et du Kosovo, qui ont exprimé leurs critiques notamment lors de la conférence interparlementaire intitulée *Avantages du processus de Berlin : un accent particulier sur le marché régional commun*. La délégation interparlementaire serbe a alors annoncer quitter la conférence interparlementaire en raison de ces « *attaques fausses et infondées contre le président serbe Aleksandar Vučić et la Serbie* ».

Avant leur départ, Snežana Paunović, vice-présidente du Parlement serbe et présidente de la commission de l'économie, du développement régional, du commerce, du tourisme et de l'énergie, et Uglješa Marković, présidente de la commission de l'aménagement du territoire, des transports, des infrastructures et des télécommunications, ont déclaré que la Serbie était prête à mettre en œuvre tous les accords et à entretenir un dialogue constructif à travers le processus de Berlin (initiative allemande lancée en 2014 en vue d'accélérer le processus d'adhésion des pays des Balkans). Elles ont souligné que leur pays était l'économie la plus solide des Balkans occidentaux et que Belgrade souhaitait avant tout assurer la prospérité de ses concitoyens. Mais, elles se sont également insurgées contre le fait que le Président serbe qui a été « *légitimement élu par la volonté des citoyens* », soit « *accusé et insulté* » par les représentants de pays dont les dirigeants sont nommés par « *les centres du pouvoir* ». L'entité bosnienne, avec son système de gouvernance tripartite et le contrôle du Haut Représentant, était clairement visée par leurs propos.

Sources : *Danas, Tanjug, Kolektiv.*

date créée
08/07/2024
Champs de Méta
Auteur-article : Stéphan Altasserre